

**Campagne de vaccination :
un lanceur alerte ?**

...EH BENG,
Y S'AGIT
DE PAS SE
PLANTER,
HEING...

Cee



**La Poste :
Vent de révolte**
p.7

• **Perpignan**
Délit de solidarité ? p.7

• **Sport**
USAP p.9

• **Économie**
Capital et idéologie p.10

**La santé
Un bien commun
universel**

2€ - N°360 - Semaine du 11 au 17 décembre 2020



Après le désastre



Comment allons nous sortir du coma engendré par la pandémie de Covid-19 ? Sur quelle jambe allons nous reconstruire un système économique et social mis à terre ? Il faut supprimer les impôts de production disent les patrons, il faut rétablir l'impôt sur la fortune et taxer les plus hauts revenus dit la gauche. D'autres disent il faut « tout reprendre à zéro » face à l'effondrement écologique et social et prolonger la décroissance testée pendant le confinement.

Logiquement, la pandémie pourrait marquer une prise de conscience : la recherche du bien-être devrait devenir la pierre angulaire des sociétés. Mais du passé, la Covid-19 ne fait pas table rase. Et certains s'activent déjà pour développer un capitalisme de plate-forme centré sur l'exploitation de l'information quelle qu'elle soit, commerce en ligne ou enseignement à distance. Ce capitalisme transnational invasif semble bien être sorti plus puissant de la crise sanitaire. En même temps, se renforce un capitalisme de repli national où l'Etat « populiste » ferme les frontières puisque la menace d'un virus venu d'ailleurs justifie le repli sur soi. Ce sont les deux faces de la même pièce qui laisse toujours plus de perdants sur le bord de la route de la concurrence entre territoires. A l'arrivée c'est une société de surveillance généralisée par un petit nombre de riches sur une masse de sujets rendus impuissants par l'abandon de l'idéal démocratique.

A l'opposé, un Etat social tuteur d'une démocratie étendue à l'économie renforcerait l'ensemble des institutions nécessaires à la santé collective et concevrait l'éducation, le mode de vie et la culture comme autant de contributions au bien être de la population. La construction d'un régime international centré sur les biens publics mondiaux et « les communs » prendrait en compte la santé publique et la soutenabilité écologique.

Il n'y a pas de déterminisme d'ordre technologique ou économique, c'est le rôle du politique de donner du sens, d'ouvrir des chemins avec une vision à long terme de nos sociétés futures. L'élection présidentielle en France sera un de ces moments clés, les communistes semblent déterminés à y faire entendre leur voix.

Fête annulée, souscription ouverte

Suite à l'annulation de la fête du centenaire du PCF, une souscription à laquelle le Travailleur catalan est associé, est ouverte. Chaque souscripteur, dès lors qu'il versera un minimum de 10€, recevra le bon de soutien ainsi que le numéro spécial du TC sur le centenaire.

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88 -
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 /
N° ISSN 1279-2039

Gérante : Eulalie Arabia	Illustrations : © Delgé
directeur de publication	Impression
René Granmont	Imprimerie Salvador
Administrateur	33 bd.d'Archimède - 66200
Remi Cathala	Elne (France)
Conception	Webmaster Priscilla Beauclair
Priscilla Beauclair	/ Dominique Gerbault
Une : © Delgé	Publicité Richard Siméon

Annonces

Jour de « collecte »

Samedi 12 décembre à partir de 15h, 44 avenue de Prades Perpignan.

Venez récupérer vos commandes

-Les livres auprès de la librairie Diderot, des paquets cadeaux sont prévus.

-Des Thés et dérivés auprès des Fralib. Pour passer commande : fraliberthesolidarite@gmail.com ou 06 81 23 31 24 / 07 83 33 65 58

Thés et dérivées Fralib (cliquer et collecter)

Lundi 14 décembre de 15h à 17h30. Maison des communistes : 6, rue Morat - Estagel.

Mardi 15 décembre de 15h à 18h. Maison des communistes : 20, Avenue Déodat-De-Severac - Céret.

Mercredi 16 décembre de 15h à 18h30. Maison des communistes : 9, rue Jean-Jaurès - Rivesaltes.

Vendredi 18 décembre de 15h à 18h. Maison des syndicats (UD CGT) : Rue de La Garrigole - Perpignan.

Vendredi 18 décembre de 16h à 18h30. Le Travailleur Catalan, 4, avenue de Prades - Perpignan.

Samedi 19 décembre de 9h30 à 12h. Maison des communistes : 2, rue Jean-Jaurès - Prades.



Cent ans de militantisme dans les P.-O.

Réalisé par l'amicale des vétérans du PCF, l'ouvrage est arrivé à la place du colonel Fabien et placé dans de bonnes mains, celles de Fabien Roussel.

Le recueil est disponible à la fédération du PCF au prix modique de 10€.

Disparition de Robert Escaro

Avec Robert Escaro qui vient de nous quitter à 80 ans, c'est une figure communiste du Haut-Vernet à Perpignan qui disparaît. Robert était un cheminot, mais aussi un agriculteur, ses vignes à Rivesaltes faisaient sa fierté. Robert était aussi un militant, au syndicat et au parti communiste, l'engagement d'une vie, une fidélité. Enfin le sport, qui a beaucoup compté pour lui, la course notamment qu'il pratiquait avec assiduité. Comme il s'était beaucoup investi dans l'association du Spiridon catalan, dont il fut le président. Le rugby à XIII, évidemment, supporter des Dragons catalans, il les suivait avec passion et a longtemps chroniqué ce sport dans nos colonnes. Une vie bien remplie, une vie de fraternité que nous voyons s'achever avec tristesse.

Toute l'équipe du Travailleur catalan adresse ses sincères condoléances à Madeleine, son épouse et à ses proches.

Numéro spécial du Travailleur Catalan

Au fil des 44 pages du numéro spécial pour le centenaire du PCF, le lecteur pourra étudier une chronologie succincte des cent ans d'activités du PCF. Il trouvera des rappels historiques sur quelques grands moments de la vie du Parti communiste, des portraits de militantes et de militants, des témoignages d'adhérents anciens ou nouveaux... S'y ajoutent des analyses des évolutions stratégiques du PCF, des combats qu'il a menés et qu'il mène encore pour la paix, la liberté, de ses relations avec le monde de la culture, ou de la place des femmes dans ce parti.

Bon de commande

Nom et prénom :

Adresse :

Je commande exemplaires du numéro spécial « Cent ans du PCF ».

Je joins un chèque de : 5 € x = €

à l'ordre du Travailleur Catalan.

A retourner avec le chèque à :
Le Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades,
66000 - PERPIGNAN.

Au prix de 5 €, ce numéro spécial est en vente en kiosque, auprès de militants communistes ou au siège du journal.



Journal Le Travailleur Catalan Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER

FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER

6 mois : 40€

1 an : 78€

Site+papier

1 an : 100€

Site 1 an : 66€

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

La recherche se cherche !

Vaccin. La panique de nos dirigeants, la cacophonie des épidémiologistes, la course au vaccin, devraient nous questionner sur l'état de la recherche en France...

Pour le syndicat national CGT des travailleurs de la recherche scientifique (SNTRS), l'épidémie de la Covid nécessite une recherche fondamentale libérée de toute finalisation. Un rapport du CNRS fait en ce sens le bilan d'une réforme sur les crédits publics de recherche : mal répartis entre crédits de base, appelés crédits « récurrents », alloués aux organismes et aux structures de recherche, qui sont régulièrement éva-

lués et crédits alloués sur appel à projets compétitifs, au détriment des premiers. Ainsi dans ce rapport rendu en 2019 et au regard du bilan des politiques constatées depuis la loi de programmation de 2006, le CNRS rappelait dans son diagnostic l'importance de la recherche pour la nation ; qu'elle donne une place centrale au soutien à la recherche fondamentale, insistant sur le caractère de bien commun de la connaissance scientifique. Mais cet appel contraste avec la réalité, notamment celle qui aujourd'hui gangrène les laboratoires dans la course à une productivité qui encourage à la compétitivité entre les laboratoires. Des politiques qui selon le CNRS favorisent l'apparition de chercheurs qui deviennent de véritables professionnels de la gestion de contrats juteux au détriment d'une recherche scientifique récurrente et détachée de tout enjeu financier. Alors pas étonnant qu'au bout de cette chaîne se retrouvent de plus en plus de sceptiques qui s'interrogent sur le bien-fondé dans l'application d'une science de l'argent.

Philippe Galano



Et les vaccins ?

Santé. Le gouvernement prépare une campagne massive.

COVID-THON : des milliards de fonds publics pour la mise au point...



Il est vrai qu'on ne se réveille pas tous les matins avec une pandémie. Il est tout aussi vrai qu'un gouvernement se doit d'avoir une politique de santé et que dans ce cadre-là il doit se préparer à tout, nous préparer à tout. Avec la Covid, malgré la menace, on n'a été préparé à rien. Et maintenant, nouvel épisode, après les masques, les tests, le confinement... le/les vaccins. En quelques mois des vaccins dont on semble commencer à percevoir l'efficacité ont été mis au point. Certes, compte tenu des précédents, de la rapidité des réalisations, de l'ampleur de la demande, du manque de recul sur leur efficacité et leurs effets, il y a de quoi rester à la fois optimiste et circonspect. Depuis le début de la pandémie, c'est une des premières bonnes nouvelles. D'abord le rôle positif qu'ont joué les vaccins dans la lutte contre des maladies qui ont été de véritables fléaux pour l'humanité, la variole, la tuberculose, la polio, la diphtérie, le tétanos, la rage... et des reculs imposés à la mortalité.

Face au corona, une première arme

Le vaccin suscite inquiétudes, interrogations et oppositions. D'où la stratégie mise en œuvre. Une vaccination progressive, commençant par les plus exposés, les pensionnaires et personnels des EHPAD. Des commandes massives pour vacciner 14 millions de personnes de février au printemps, les personnes âgées, les personnels de santé, pour aller vers une vaccination de masse ensuite (200 millions de vaccins commandés). Il s'agira d'éviter les « vaccins-barnums » en misant sur les médecins généralistes. Une vaccination gratuite, mais pas obligatoire, avec un suivi médical et une transparence assumée en fonction des nombreuses inconnues.

Le souci est de lever les résistances, dans un moment où elles sont fortes, compte tenu de précédents (H1N1, Hépatite B) et des idéologies rétrogrades qui pèsent sur une époque qui s'interroge. L'enjeu est de taille : collectif, mettre au moins en sourdine la pandémie et reprendre une vie normale, ou personnel, passer à travers les mailles de la maladie. A chacun de prendre ses responsabilités.

J-M.P.

Pour le pôle public du médicament

Santé. Interview d'Antony Gonçalves, Oncologue, auteur d'une thèse en pharmacologie.

Aux dernières européennes, sur la liste de Ian Brossat, vous avez mené campagne pour la création d'un pôle public du médicament. Que devient cette proposition ?

Elle est plus que jamais d'actualité. Beaucoup ont pris conscience qu'on ne pouvait abandonner ce domaine au marché et à la « concurrence libre et non faussée ». Entre les pénuries de médicaments essentiels qui ont explosé au mois de mars dernier, et les bénéfices massifs que les compagnies pharmaceutiques comptent générer sur le dos de la pandémie avec les vaccins à venir, il est impératif d'extraire ce secteur du domaine marchand et de le remettre sous contrôle public et citoyen. C'est nécessaire pour des raisons d'efficacité des stratégies thérapeutiques ou vaccinales, alors que le niveau de défiance des populations est inquiétant. C'est tellement vrai que dans son dernier avis, le Comité Consultatif National d'Éthique propose lui aussi la création d'un « pôle public et autonome du médicament ».

Le groupe communiste au Sénat a d'ailleurs déposé une proposition de loi dans ce sens qui sera examinée

Véran t'en plan



cette semaine.

Est-ce inévitable qu'un vaccin d'intérêt public, comme celui de la Covid-19, soit soumis à la spéculation ?

C'est tout à fait scandaleux. D'abord parce que devant une telle crise mondiale, qui se solde déjà par des centaines de milliers de morts, l'accès universel aux vaccins est un impératif moral comme médical. En effet, pour que la vaccination puisse éradiquer une maladie, elle ne doit pas laisser de « trous dans la raquette » sous peine de voir le

virus réapparaître à un moment ou un autre, peut-être plus dangereux. De plus, les vaccins qui émergent à l'heure actuelle ont été élaborés grâce à des tonnes d'argent public, qui justifient à eux seuls le droit à un contrôle citoyen et à des prix abordables pour les systèmes sociaux. Par la coopération internationale et la volonté politique, on peut tout à fait éviter la spéculation en refusant les diktats des compagnies et en faisant de ces vaccins un bien commun et universel.

Propos recueillis par Dominique Gerbault

Sous la pointe des casques, un costume liberticide

Loi sur la sécurité globale. Une nouvelle fuite en avant sécuritaire remet en cause la sûreté, donc la liberté des citoyens.

La loi de sécurité globale entend relier les attributions et fonctionnement des 250 000 policiers et gendarmes, 21 500 policiers municipaux et 165 000 personnels des entreprises de sécurité privées. Les « cinq balles » qui tuent la liberté.

- Les polices municipales

Désormais armées, elles voient leurs missions accrues au point d'avoisiner celles de la police nationale avec un danger, le bon vouloir du maire qui peut provoquer des dérives. Elles se substituent de plus en plus à la police nationale et rien de sérieux n'est prévu pour une formation à la hauteur de leurs nouvelles tâches (articles 1 à 5).

- Usage des moyens aéroportés

Avec l'usage systématique des drones afin de constater des infractions, surveiller les littoraux et les frontières ou réguler des flux de transport, on constate une remise en cause de l'État de droit devant permettre la possibilité de recours des citoyens (articles 21 et 22).

- Les agents privés de sécurité

La loi prévoit de nombreuses mesures de contrôle sur les sous-traitances, les recrutements et les missions des agents de sécurité privée, avec un durcissement des peines à l'encontre de ceux qui se rendent coupables d'atteinte à leur endroit. Le but ? La privatisation de la sécurité (articles 7 à 12).

- Article 24

Interdiction de la diffusion d'images de policiers ou de gendarmes pendant leurs opérations. Les luttes font vaciller l'article 24.

- Autres dispositions

Avec la limitation des mesures de réduction de peine pour les personnes qui se sont rendues coupables d'infraction sur les forces de sécurité intérieure (article 23) et la possibilité pour les policiers nationaux et militaires de la gendarmerie nationale de conserver leur arme hors service lorsqu'ils accèdent à un établissement recevant du public (article 25), les tendances à l'impunité risquent de se multiplier.

La commission des droits de l'homme de l'ONU n'a eu aucun mal à retoquer la France. Surprenant ?

Yvon Huet

Droit au travail et à l'emploi : le projet SEF

Social. Le projet Sécurité-Emploi et/ou Formation vise à garantir un emploi et une formation avec garantie totale de revenus tout au long de la vie professionnelle, excluant ainsi le chômage.

De plus en plus de jeunes, pour certains sans la moindre qualification, restent longtemps sans emploi. La pauvreté ne cesse de progresser. Pour améliorer le sort des personnes en difficulté divers projets ont vu le jour : revenu universel, salaire à vie, RSA augmenté... Le projet SEF, Sécurité-Emploi et/ou Formation, avec garantie intégrale de revenus jusqu'à la retraite, élaboré dès 1996 par Paul Bocara et la commission économique du PCF, est à l'ordre du jour. Quid de son contenu, de ses objectifs, de sa faisabilité ?

Avoir un emploi et progresser en bénéficiant d'une garantie de revenus

A savoir : chacune et chacun se voit assurer soit un emploi, soit une formation débouchant sur un meilleur emploi que le précédent, le tout dans une sécurité de revenu et une liberté de choix. A la base, trois principes : sécurité, mobilité, liberté. C'est un projet de société qui donne sens aux luttes et aux différentes revendications (emploi, RTT, développement des services publics, autre production écologique, formation, salaires, qualifications, émancipation, retraite, etc.). Pour les personnes : le droit à un emploi dans la sécurité,

ou une formation, avec un bon revenu, et à une mobilité librement choisie entre emploi et formation, dans le même emploi ou pour un meilleur ou autre emploi, ou une autre activité, dans un progrès et dans la sécurité. Le principe de sécurité est fondamental, il s'oppose

au principe du chômage et à la précarité fondamentale du marché du travail, maintenue même avec le chômage partiel.

Les bases et la faisabilité de SEF

Le système sous-jacent : le salaire est payé par l'employeur, le revenu autre (comme l'allocation de formation) est payé sur des cotisations sociales mutualisées. Un fonds spécifique permet aux travailleurs et habitants de conditionner l'utilisation de l'argent des entreprises (profits) et des banques (crédit) afin que les investissements matériels et de recherche soient créateurs d'emploi et de formation. Ces investissements porteurs d'emploi sont nécessaires pour permettre de créer efficacement les richesses (salaires, cotisations sociales, etc.) qui vont financer le système, et donc conforter les emplois créés, les services publics, développer le temps libre et de formation. Dans la société actuelle, les possibilités existent pour la viabilité d'un tel projet. Avec la révolution technologique informationnelle, l'emploi et sa qualité sont la condition de l'efficacité. L'emploi se modifie considérablement, des métiers disparaissent, d'autres émergent, beaucoup se transforment et cela évolue vite, très vite, nécessitant une formation permanente importante. Le projet SEF, avec lequel converge un projet élaboré par la CGT, n'est pas une utopie lointaine. Dès maintenant, des possibilités existent pour s'engager dans ce sens. A voir dans notre prochain article.

Yvette Lucas

Pour en savoir plus : 1. Contre le tsunami du chômage, sécuriser l'emploi et la formation. *Economie et Politique*, 790/791, mai 2020. 2. Lettre du Rapse (Réseau d'Action Promouvoir Sécuriser l'Emploi) n° 164.



Dans l'ombre d'un précurseur ? Vivement "Au revoaaar" !



Une modernité réactionnaire

Le décès du président Valéry Giscard d'Estaing a, pour nombre de médias, été salué comme celui d'un grand réformateur qui aurait modernisé la France. Et de rappeler les avancées des années 70 comme le droit de vote à 18 ans ou la première loi sur l'IVG portée par Simone Veil. Mais rendons ces conquêtes à celles et ceux à qui elles appartiennent. Sinon ce serait vite oublier que le règne giscardien, après le puissant mouvement de mai 68, fut marqué par nombre de luttes sociales et sociétales. Luttes revendicatives, poussée des mouvements féministes, mobilisations de la jeunesse qui, de 1968 à la fin des années 1970, ne cessèrent tous les ans d'agiter la jeunesse lycéenne et étudiante.

En réalité, la décennie Giscard marque le début de la contre-offensive libérale visant à moderniser un capitalisme confronté à sa première grande crise en 1974. Le président de la République de l'époque jettera les bases d'une insertion du capitalisme français dans la mondialisation ultralibérale et poussera les feux de l'intégration européenne dans la même direction, en en renforçant l'orientation atlantiste. Et, même battu en 1981, il continuera dans la même voie en étant le rédacteur essentiel du traité constitu-

tionnel européen (TCE) visant la constitutionnalisation du capitalisme libéral en Europe, traité qui sera rejeté au cours du référendum de 2005.

Si Valéry Giscard d'Estaing fut un dirigeant de premier plan de la droite libérale française, les deux défaites majeures qu'il subira en 1981 et 2005 prouvent que sa « modernité » n'était pas celle que cherchait le peuple français.

Parent pauvre de la pandémie...

SNCF. Une perte record de 5 milliards d'euros pour l'entreprise ferroviaire. L'État ne semble pas vouloir bouger le petit doigt.

La SNCF est dans le rouge foncé et l'annonce d'une perte record de 5 milliards d'euros ne semble pas émouvoir plus que ça le gouvernement Macron. Une première alerte avait été faite en mai dernier. La SNCF accusait déjà à la sortie du premier confinement une perte de deux milliards d'euros. Gérald Darmanin alors

ministre des comptes publics avait expliqué qu'il fallait attendre avant de prendre une quelconque décision pour aider l'entreprise publique et que la SNCF devait aussi faire des efforts. Entendons par là, en creux, qu'il fallait faire des économies de personnel. Pour autant dans le même temps 7 milliards d'euros allaient à Air France et 5 milliards ont

été concédés par l'État à Renault.

Ça ruisselle pour le CAC 40

Les aides nécessaires sous forme de chômage partiel plombent les comptes de la sécurité sociale et des comptes publics, elles constituent une forme de nationalisation des salaires dont profitent des multinationales comme Sanofi, Total, Danone, et bien d'autres. Ce qui n'a pas empêché ces multinationales bénéficiaires de ces aides de l'État français de verser des dividendes record aux actionnaires, pour près de 55 milliards d'euros. Quant à la SNCF, elle cherche des moyens pour passer le cap. On parle de cession d'une de ces filiales, mais on craint surtout une réduction d'effectifs et des missions de ce service public. La SNCF est dans le rouge et à l'heure du deuxième dé-confinement rien n'indique que ça va s'arranger.

Philippe Galano

Gérald Darmanin avait expliqué qu'il fallait attendre avant d'aider l'entreprise publique.



Réinventer un service public postal de qualité

Précarisation des salariés. La Poste étranglée par sa politique libérale.

La Poste a supprimé massivement des emplois à statut, arguant la baisse de volume de courrier pour fusionner les tournées, fermer de très nombreux bureaux. La facilité des commandes par Internet la confronte à un afflux de colis. Elle tente d'y faire face en recourant à des contrats précaires.

Les plate-formes comme Amazon profitent du réseau national que La Poste a su garder pour atteindre les zones les plus reculées. Dans les zones plus densément peuplées elles doublent les tournées de La Poste avec des livreurs encore plus précaires.

C'est un non-sens économique, social et environnemental avec des transports en parallèle sur les mêmes trajets. Le développement anarchique des points de retrait de colis chez des commerçants plutôt que dans des bureaux destinés à cette activité accentue cette gabegie.

La direction se félicite de 9.000 embauches de plus dans le pays pour répondre à la demande. Ce qu'elle ne dit pas, c'est que ces embauches se font via des contrats de plus en plus précaires. Au bout de deux ans de CDD, les salariés partent car il n'y a plus d'embauche en CDI sans parler des 10.000 emplois supprimés en 2010, puis 7.000 en 2015.

La période nouvelle invite à réinventer un service public postal du XXI^e siècle qui puisse développer le secteur de la livraison à domicile permettant à ceux qui l'assurent de bonnes conditions de travail et de rémunération.

Pour cela, il faut tourner la page de quarante ans de libéralisme.

Dominique Gerbault

La plus grande grève de l'histoire du Monde

Inde. La révolte gronde ... 250 millions d'indiens sont en grève contre les lois ultra libérales du gouvernement aux effets accentuées par la pandémie.

L'Inde est le deuxième pays le plus peuplé du monde où l'extrême pauvreté dépasse l'entendement.

Avec 1 300 000 000 d'habitants et plus de 70 millions de chômeurs, les indiens sont confrontés aux lois liberticides et autoritaires votées par leur gouvernement en septembre dernier.

Narendra Modi, premier ministre d'extrême droite et son gouvernement ont démantelé les lois protectrices du travail et refusent de négocier avec les syndicats. Des textes législatifs sur la flexibilisation du travail, la facilitation des licenciements et la neutralisation des syndicats ont été adoptés au Parlement sans aucun débat.

Les secteurs bancaires et ferroviaires sont inéluctablement privatisés, les budgets de la santé et de l'éducation sont réduits à peau de chagrin ainsi que les dépenses sociales comme l'aide pour l'accès à l'eau potable !

Les agriculteurs ne pourront plus vendre leurs produits sur les marchés régionaux et devront négocier des contrats exclusifs avec des intermédiaires. C'est l'assurance pour les indiens d'une augmentation importante du prix des produits de première nécessité comme le blé, le riz et les légumes.

Tout un peuple en marche pour inverser la roue de l'histoire

Les 26 et 27 novembre 2020, 250 millions de travailleurs se sont mis en grève. Plus de 300 organisations d'agriculteurs ont appelé à cette manifestation. Des millions de paysans ont convergé vers New Delhi pour bloquer l'approvisionnement de la capitale.

Ils ont été rejoints par une intersyndicale réunissant les fédérations de l'acier, du charbon, des ports, des télécommunications et de l'électricité qui demandent le retrait des réformes du travail, la fin des privatisations et l'augmentation du salaire minimum. Arrivés aux portes de New Delhi, les manifestants ont dû faire face à une répression féroce des forces de police, qui utilisent sans ménagement les canons à eau, gaz lacrymogènes, drones de surveillance et arrestations massives.

Loin du combat héroïque et pacifique de Gandhi, l'Inde s'enfonce dans une crise sanitaire et économique majeure dont l'issue pourrait déboucher sur une famine historique. Fort de ses combats passés, le peuple indien semble prêt à inverser le sens que Narendra Modi semble vouloir appliquer à l'histoire de son pays.

Joëlle Allemand

Peine de mort : États-Unis

Alors que depuis 17 ans aucune exécution n'avait eu lieu, et que traditionnellement, aux États-Unis, les présidents sortants non réélus sursoient aux exécutions ou convertissent les peines des condamnés à mort, Trump a programmé des exécutions jusqu'à l'ultime minute de son mandat (déjà 8 depuis juillet 2020). Son ministre de la Justice a même édicté de nouvelles règles incluant le recours aux pelotons d'exécution et à la chaise électrique. Il s'agit là des exécutions fédérales, d'autres relèvent des États et dans ce cas la situation est variable : de nombreux États n'exécutent plus, dans ceux qui le font encore, seuls les gouverneurs peuvent gracier ou commuer la peine. On espère que Jo Biden usera de son pouvoir d'élu, comme il en a pris l'engagement, pour que de tels actes de barbarie ne se traduisent par la mort programmée de nouveaux condamnés.

La loi Sécurité globale ne passe pas

En dépit du confinement, de la proximité de Noël, la mobilisation contre la loi « Sécurité globale » ne cède pas. Une forte sensibilité à la dérive autoritariste du pouvoir, à cette offensive inédite contre les libertés s'exprime dans le pays. Les manifestations se succèdent, toujours très fournies, les prises de position contre la loi se multiplient.

Témoin, le succès de la manifestation du 3 décembre à Perpignan à l'appel de l'ORDL (Observatoire du respect des libertés) où, pas moins de 400 personnes se sont retrouvées en fin de journée au pied du Castillet avant

de défiler en ville jusqu'à la préfecture. Dans le cortège un nombre impressionnant de jeunes. Parmi les interventions on notera celle de Maïté Torres, journaliste à *Made in Perpignan*, montrant combien cette loi, forme de censure, entraverait le travail d'information. Il ne s'agit pas seulement de l'article 24 dont est évoquée une hypothétique réécriture, c'est toute la loi qui est liberticide, il faut continuer à se battre jusqu'à sa suppression. Samedi 5 décembre au matin, une manifestation à l'appel de LaFI et du POI, sur le même sujet réunissait une centaine de personnes.

N.G.



Succès de la manifestation du 3 décembre à Perpignan à l'appel de l'ORDL (Observatoire du respect des libertés).

La Pauvreté s'installe !

Social. La journée organisée par la CGT le 5 décembre contre la précarité et la pauvreté a rencontré un vif succès.

© Philippe. G.

Un rassemblement chaud et fraternel où l'on pouvait se renseigner sur les formalités d'emplois dans les services publics et s'informer sur les aides déployées par les associations et les organismes sociaux. Selon le Secours Populaire un million de personnes supplémentaires seraient tombées dans la pauvreté ces douze derniers mois en France. Les chiffres sont accablants pour le département le plus pauvre de France, les Pyrénées-Orientales où 74 000 personnes bénéficieraient d'une prime d'activité soit 50% de plus entre 2018 et 2020, du fait des salaires extrêmement bas. Quant aux bénéficiaires du RSA, ils seraient 9% de plus soit 22 000 bénéficiaires, chiffre septembre 2020 depuis le début de

Pour la CGT 66, il faut de nouvelles perspectives dans la réduction massive et le partage du temps de travail.



la COVID. En France 13 millions de personnes vivent en précarité énergétique. Mais ce constat n'est qu'une photographie qui va considérablement s'aggraver dans les semaines et les mois qui suivent, précise la CGT 66.

L'urgence sociale c'est l'emploi !

L'emploi reste une revendication centrale pour dépasser la crise et redonner une activité économique

à un département déjà bien exsangue avant la pandémie. Pour l'Union Départementale CGT, il faut engager de nouvelles perspectives dans la réduction massive et le partage du temps de travail plutôt que de vouloir à tout prix maintenir des réformes telle celle de l'assurance chômage ou bien encore le recul de l'âge de départ en retraite qui vont un peu plus anéantir nos territoires.

Philippe Galano.

Un logement pour Noël

Sans-abris. Monique Fonteneaud, ancienne conseillère sociale en société HLM, communiste de Banyuls-sur-mer, lance un appel aux parlementaires de l'Assemblée et du Sénat en leur demandant d'aider les sans-abris à l'occasion de Noël.

Dans nos villes, nous voyons de plus en plus de personnes précaires dans la rue, vivant grâce aux associations. Le SAMU social n'a plus de places d'hébergement. Depuis de nombreuses années les camps de migrants sont démontés et remontés en périphérie de Paris créant des situations précaires et violentes. Nous avons fait venir des migrants place de la République et l'évacuation s'est terminée dans la violence. Les images ont été choquantes, mais cela n'a pas permis de trouver une solution durable. Ils sont repartis dans le froid, au bord du périphérique. La situation ne peut plus durer et s'aggrave de jour en jour. Avec la crise sanitaire un nombre important de familles se retrouve sans toit. Cette situation ne peut continuer. Nous ne pouvons plus tolérer de voir des gens vivre dans la rue et le froid.

Un appel aux parlementaires

« Mesdames, Messieurs les Députés élus par le peuple, Mesdames, Messieurs, les Sénateurs. Je vous propose de programmer une opération « Un lo-

gement pour Noël ». Chacune, chacun de vous, prenez en charge une famille, pluri ou monoparentale, ou une personne seule, sans domicile fixe, vivant dans la rue, quelle que soit sa nationalité, ses origines et vous trouvez le moyen de leur attribuer un logement dans votre ville ou dans une commune avoisinante, dans des départements et des régions où se trouvent des logements vacants.

Nous pouvons harmoniser les attributions de logements et répartir les sans-logis sur tout le territoire, sans faire de ghettos. Ceci suppose un accompagnement social assurant la gestion de leur charges, un accompagnement pour les enfants avec mise à niveau scolaire, des cours d'alphabétisation pour les parents, un accompagnement médical et une formation en recherche d'emploi et proposition d'apprentissage pour ceux qui le souhaitent. »

Si chaque député.e, si chaque sénateur. trice prend en charge les sans-logis, nous pouvons reloger au moins 900 familles ou personnes seules.

Monique Fonteneaud

Les bus transfrontaliers en polémique majeure

L'installation d'un nouveau réseau frontalier de bus affrétés par la Generalitat entre les Pyrénées-Orientales et la Catalogne a provoqué une forte polémique. D'un côté le maire de Saint Laurent de Cerdans, rejoint par le maire de Prats de Mollo, a salué « une bouffée d'oxygène » permettant le désenclavement des villes frontalières en montagne. De l'autre, Louis Aliot, maire de Perpignan, est parti vent debout pour défendre le « patriotisme économique », en appui aux organisations patronales de la distribution et des associations de commerçants.

On peut s'interroger sur la façon dont les liens de transports collectifs nécessaires se font, dans un emballement de la différence des prix pratiqués entre deux pays qui n'a rien d'un scoop. Cela mériterait un débat sérieux et fraternel entre les deux régions. Mais de là, à suivre la récupération « cocorico » du maire RN de Perpignan, il y a une ligne jaune qu'il ne faut pas franchir, faute de provoquer un accident d'humanité.

Les postiers sont fatigués

Grèves. A Port-Vendres comme à Prades, les postiers réclament une amélioration de leurs conditions de travail.



90% des 15 facteurs de Port-Vendres sont en grève.

Port-Vendres

Depuis 2019 la direction de La Poste veut restructurer le tri à Port-Vendres. Avec toujours la même volonté de supprimer des tournées et des emplois. Avec le confinement au contraire c'est plus de colis distribués, et là à l'approche des fêtes ce sont des tournées augmentées de 300% pour chaque facteur ! Alors les facteurs ont dit ça suffit ! A l'appel de l'intersyndicale FO/Solidaires/CGT, 90% des 15 facteurs sont en grève pour rétablir une tournée (notamment à Cerbère) et obtenir des embauches pérennes. Mais aussi pour améliorer leurs conditions de travail quotidiennes-par exemple la compensation du non-respect des 35h- bien mises à mal et qui entraînent ainsi une dégradation des conditions de distribution aux usagers. Parmi les manifestants, on reconnaissait les militants communistes de la section Pierre Girerd, Gisèle Betahar et M-Françoise Sanchez en soutien à l'action des postiers. Ceux-ci ont entamé une négociation avec leur direction. Après deux jours de grève suivie à 95%, une sortie de conflit a été trouvée. Les concessions de La Poste ont permis la signature d'un protocole de fin de conflit avec les syndicats FO, SUD et CGT FAPT 66. Ils et elles ont obtenu principalement une position de renfort jusqu'à fin avril pour permettre de distribuer l'ensemble du courrier et des colis et 2 positions de renfort tous les samedis pour distribuer un maximum du trafic.



Maryse Martinez auditionnée par la police

C'est avec le soutien d'une bonne cinquantaine de personnes, militants politiques, associatifs, conseillers départementaux communistes, que Maryse Martinez s'est rendue, lundi matin, à une convocation à l'hôtel de police. Cette convocation était liée à l'occupation d'un squat hébergeant des migrants, rue Émile Zola à Perpignan, squat qui avait été évacué par la police municipale. Des faits qui remontent au mois d'août dernier, et voilà que Maryse Martinez est appelée à être auditionnée par la police. En qualité de présidente du MRAP ? On ne sait pas trop. Le motif est celui d'effraction et d'occupation illicite d'un bâtiment public, or, Maryse n'a pas ouvert le bâtiment et si elle a pu s'y trouver, c'est en même temps que beaucoup d'autres personnes ? Maître Rouillard, l'avocat qui l'accompagnait, fait observer qu'une audition pour ce type de fait est une première, en principe cela ne va pas jusque là. Il notait que le dossier était quasiment vide. Il est désormais transmis au procureur Lenormand qui peut décider un classement sans suite, sinon il faudrait aller en correctionnelle.

Au vu de la faiblesse des charges on peut légitimement s'interroger sur les raisons de cette convocation, et si les fonctionnaires de police n'ont pas des affaires plus importantes et urgentes à gérer.

N.G.

Prades

La quasi-totalité de la plate-forme de Prades a cessé le travail lundi 7 décembre avec un piquet de grève dès 7h30 malgré le froid. Les revendications sont simples, explique Jérôme, représentant la CGT : emploi et conditions de travail. La direction veut supprimer 2,3 postes sur un total de 25 (soit près de 10%) et réorganiser les tournées obligeant les facteurs à faire parfois 2 tournées le samedi. Vu l'éparpillement des villages de montagne dans le secteur c'est mission impossible. La direction refuse obstinément d'embaucher des agents en CDI, ce qui permettrait de meilleurs conditions de travail. Cette action fait suite à plusieurs assemblées générales, le syndicat Solidaires a rejoint la CGT.

Eve Gerbault



A Prades la direction veut supprimer 10 % des postes.

MFS

En Català

si us plau!



Infodemia?

- Conspiranoic, coronavirus, desconfinament, desescalada, grup bombolla, infodèmia, mascareta, teletreballar, traçabilitat, videotrucada.

- Què fas? Continues inventant-te poemes de Prévert? Menys bons i menys divertits que els autèntics és clar..

- No home, són els mots seleccionats per triar el neologisme 2020 de la llengua catalana, te cal triar el que t'agrada més; o el que te fa més ràbia.. El mot guanyador podrà entrar al diccionari normatiu, l'oficial..

- Quines coses, ara fan els diccionaris per votació popular?

- Tampoc és ben bé això. Cada any l'Institut d'Estudis Catalans, l'IEC, l'equivalent català de l'Académie Française, i l'Observatori de Neologia d'una universitat de Barcelona, organitzen aquest concurs obert a tothom per seleccionar una paraula.

- Trobi a faltar algun mot més rossellonès, per exemple coronadellonès, nosaltres l'hem fet servir més d'un cop i de dos.

- Perquè no, però massa tard, si són pas a la llista els podes pas votar..

- En tot cas veig que la pandèmia també deixarà rastres fins i tot a la llengua i als diccionaris.

- Ben segur, amb tot lo que ens ha caigut a sobre i espera, s'ha pas acabat.

- Bé i com ho faig, on s'ha de votar?

- Tot per internet evidentment, te cal anar a la plana web "neologisme.cat".

- És estrany, cap d'aquests mots candidats és realment nou, me sembla que fa anys que els fem servir..

- És que fa temps que parlem sempre de lo mateix. A més els diccionaris sempre tenen un temps de retard, quan els savis de la llengua hi accepten un nou mot ja fa temps que corre i que la gent l'utilitza.

Si haig de votar belleu votaré infodèmia, un mot per dir « difusió de rumors, informació inexacta a propòsit d'una infecció o epidèmia », mes precis que l'anglicisme "fake News", mes genèric, que té futur i que es podria traduir fàcilment en francès on per ara no existeix...

Per un cop des-de el català, si us plau!

C&C

Crise COVID – Remerciements

En ces temps si particuliers, que l'on peut même qualifier de difficiles, il y a des élus communistes qui illustrent et argumentent parfaitement nos pensées par l'action politique pratique. Si ce gouvernement considère le sport et la culture comme non essentiels au pays. Il n'en est pas de même à la mairie de Cabestany. En effet, pour soutenir et aider leurs intervenants extérieurs, les salaires des vacataires sont maintenus pour ce mois de novembre, avec un projet global de reconsidération professionnelle à la clé dès le mois de janvier. Je tiens à remercier personnellement les élu.e.s de la commune dont Edith Pugnet pour cette démarche de considération à l'égard de mes collègues de la culture et du sport. Voilà comment on peut argumenter d'une action communiste pratique.

L'humain d'abord.

Olivier Patrouix-Gracia

Rivesaltes

de 1920 à 2020

Au 13 rue Jean Jaurès
Décembre 1920

La nuit est vite tombée ce soir-là, le froid aussi. François Cabanes* accélère le pas, la tramontane tourbillonne rue Jean Jaurès, passe le numéro 13 et descend la rue de la République, remonte son col, allonge le pas, redresse ses épaules. La réunion de ce soir était dure dans l'épaisseur des mots fumés, les camarades ont choisi l'adhésion à l'internationale communiste. Visage découvert, le vent froid disperse les odeurs de tabac, à quarante-quatre ans, il devient l'un des premiers maires communistes des Pyrénées-Orientales. De l'enfer du « Feu » de Barbusse aux souvenirs noirs des gueules cassées, il traverse le boulevard Arago, sa silhouette se fond dans l'histoire, s'enfonce dans nos luttes futures, ouvre la porte de la mémoire rouge.

Décembre 2020

La nuit est vite tombée ce soir, mais il ne fait pas froid. Tu vois, camarade François, nous sommes au 13 rue Jean Jaurès, avant ta disparition, le comité de section de notre parti a acheté la maison. Nous sommes en réunion, non François, ce n'est pas pour nous protéger de la tramontane que nous portons des masques. D'ailleurs, 2020 sera peut-être l'année la plus chaude. Non, c'est à cause d'un miasme que le réchauffement climatique a fait surgir. Les hivers fondent sur nos pieds, nous pataugeons à la recherche du jour d'après, notre président nous a promis les jours heureux. Pour l'instant, le capital n'a plus besoin de bombe, le vieux Anatole à ton époque disait « on croit mourir pour la patrie ; on meurt pour des industriels », sauf que maintenant ils risquent de faire tout éclater. Dans leur folle course au profit, même les remèdes contre cette poussée de fièvre sont assujettis à la rentabilité financière. Ils n'ont même pas laissé tomber les vieilles méthodes, tu peux, dans certains endroits de la terre, fuir la guerre les pieds dans l'eau ou dans la poussière d'une terre grillée.

Jeudi 10 décembre 2020

La nuit est tombée, Elsa Sanchez va siéger au conseil municipal de Rivesaltes. Elle est en colère, dans la panique de la crise sanitaire, le curseur n'a pas bougé, il s'est habillé en vert, mais il veut toujours dévorer le chaperon rouge**. Re-lève son col, derrière son masque, elle a 100 ans d'histoire de lutte, d'échanges, d'expériences, d'analyses, de rassemblements, cent ans de mise en commun. Alors, camarades, la terre en commun, pourquoi pas le communisme !

*maire SFIO (1875-1948) de 1919 à 1924, communiste au Congrès de Tour.

** version Grimm, le chaperon rouge s'en sort

Patrick Cases



RIVESALTES

TABAC - JOURNAUX
Anne Coste



20, rue de la République
66600 RIVESALTES
Tél. 04 68 64 36 85

Au Jardin de l'économie

Fruits-Légumes
Fleurs
Frais et Secs



Compositions sur commande

☎ 04 68 64 39 75
e-mail : ecojardin@orange.fr
Avenue du Dr Emile Parès
66600 Rivesaltes / Facilité de parking



Vins et tous liquides
alimentaires en citernes
calorifugées

Marchandises diverses

TRANSPORTS RAYMONDIS

Péage Perpignan Nord - Mas de la Garrigue
66600 RIVESALTES
Tél. 04 68 64 20 20 - Fax 04 68 64 72 41

Serrurerie Ferronnerie d'Art
SARL MOYA



Depuis 1980

Grille et Porte de défense - Porte d'entrée
Construction métallique - Escalier
Rampe - Mobilier métallique



Z.A. - 06 Avenue de la Farigoule 66600 RIVESALTES
☎ 04 68 64 29 08 e-mail : joseph.moya@wanadoo.fr

Crèmerie « Chez Juliette »



Arrivage produits fermiers :
Langres, Fougeru, Feuilles de Dreux,
Gratte Paille, etc...

à des prix défiant toute concurrence !

Rue Jean Jaurès - Rivesaltes
Tél. 04 68 38 53 25



2 av. de la Salanque - 66600 RIVESALTES - 04 68 64 35 35

L'USAP inviolée par les violets d'Angoulême

Rugby XV. Des Angoumoisins trop faibles pour des Catalans sérieux (49-0).

Les Catalans ont infligé une fanny à des Charentais venus à Aimé-Giral en... pantoufles. Dans tout championnat existent les équipes qui jouent le haut du tableau, comme l'USAP, et celles, à l'image de Soyaux Angoulême, qui font tout pour ne pas descendre. Et lorsque ces « petites » équipes se déplacent chez les cadors de la division, il est aisé de comprendre que, généralement, elles n'arrivent pas avec toutes leurs armes. Elles ont en tête le match suivant, celui qui va les opposer à une équipe de leur niveau. Le résultat sera plus important, à leurs yeux, que de faire bonne impression à Aimé-Giral par exemple. Il y a donc un championnat à deux vitesses ? Bien entendu. Même si les « petits » arrivent parfois, durant quelques minutes, à faire déjouer les « gros ».

Entame difficile pour l'USAP

En ne tentant pas deux pénalités faciles en début de rencontre, les Catalans avaient du mal à cacher que



leur but, non avoué, était la victoire bonifiée contre des Angoumoisins, avant-derniers du championnat. Il fallait marquer des essais et, pour ce faire, réaliser, en priorité, un travail d'usure au niveau des avants. Oh non, ce ne fut pas facile car il fallut attendre 24 minutes pour que les violets craquent une première fois. Auparavant le score était resté... vierge. Il aurait même pu basculer en faveur des visiteurs s'ils avaient réussi la seule pénalité qu'ils osèrent tenter en début de match. Avec le drop qu'ils essayèrent de passer juste avant la mi-temps ce furent leurs deux seules occasions de déflorer leur tableau de marque.

Des Catalans sérieux

Au-delà des sept essais, tous transformés, réalisés par les sang et or, la bonne nouvelle de la soirée est effectivement la défense hyper agressive et offensive que savent mettre en place les disciples de Géraud Bastide. Aucun essai encaissé lors des deux dernières rencontres. Meilleure défense du championnat (1 essai encaissé par match en moyenne) et... meilleure attaque aussi (3,1 essais marqués en moyenne par match) ! Groupés pénétrants et touches semblant en voie d'amélioration, l'USAP nous prépare de bonnes (?) surprises pour la réouverture d'Aimé-Giral que tout un chacun souhaite très proche.

Jo Solatges

André Quilis n'est plus

Homme de gauche engagé, ce qui lui valut des déboires avec certains coéquipiers du RC Narbonnais, cultivé et passionné par la chanson française, André Quilis était considéré, dans le rugby, comme celui qui dérogeait aux règles codifiées. Humaniste, il avait le goût des mots à la sortie des vestiaires. C'était un grand pédagogue dans son métier de prof d'EPS, mais aussi dans son rôle d'entraîneur à l'issue d'une brillante carrière de rugbyman.



Athlète d'exception, il avait détenu le record régional du décathlon pendant de nombreuses années avant de porter à cinq reprises le maillot du XV de France. Troisième ligne, il pouvait tout aussi bien jouer trois-quart aile, rôle qu'il remplit avec bonheur sous le maillot français. Après avoir raccroché les crampons il entraîna en particulier l'USAP (1975-1977 et 1978-1981) qu'il conduisit à la finale, malheureusement perdue (12-4) face à Béziers en 1977. Paul Goze, actuel président de la ligue nationale de rugby, était joueur lors de cette finale : « André était un entraîneur de talent, précurseur dans la préparation physique et surtout un humaniste avec qui on pouvait parler de tout ». Adeptes d'un rugby total, il avait épousé les thèses de René Deleplace, travaillant aussi avec Maurice Portes, spécialiste du handball et créateur des STAPS.

Le rugby catalan se souviendra longtemps de ce grand Monsieur natif de Coursan.

Jo Solatges

- annonces légales - annonces légales - annonces légales -

Le 01/12/2020, il a été constitué la SASU: EGIR Capital: 3000€. Objet: Conseils en stratégie, gestion, management, communication et marketing, tous secteurs confondus, de la conception à la mise en œuvre. Toute prestation de formation liée. Siège: 17 av Hermès, ZAE Los Palaus 66170 MILLAS. Pres: BRIOIS Aurélien 7 Rue du Capitoul 66170 Millas. Durée: 99 ans. Au RCS de PERPIGNAN

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Maître Jérôme de ZERBI, Notaire Soussigné de la Société Civile Professionnelle « Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER et Jérôme de ZERBI », titulaire d'un Office Notarial à PERPIGNAN (66000) 44, Rue Hector Guimard, le 17 septembre 2020 a été constituée une société à responsabilité limitée ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : CCB 2020

Siège social : PERPIGNAN (66000), 48 avenue Louis Torcat.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au R.C.S.

Capital social : MILLE EUROS (1 000.00 EUR).

Cessions de parts : les cessions entre associés sont libres. Les autres sont soumises à l'agrément de la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

L'exercice social commence le PREMIER OCTOBRE et se termine le TRENTE SEPTEMBRE de chaque année.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PERPIGNAN.

Président : Monsieur Christophe TURRO demeurant à PERPIGNAN (66000), 48 avenue Louis Torcat

Par acte SSP du 03/12/2020, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : ELIOS GRAND SUD

Objet social : Ingénierie industrielle, portage salarial, gestion commerciale et juridique, support pour les achats, apporteur d'affaire, tous travaux administratifs, assistance et conseils aux entreprises.

Siège social : 474 Rue Louis DELAGE, 66000 Perpignan.

Capital : 500 €

Durée : 99 ans

Président : M. BECERRA Serge, demeurant 320 Chemin du HOURQUET, 64230 Caubios-Loos

Admission aux assemblées et droits de votes : Chaque associé est convoqué aux assemblées générales et une action donne droit à un vote.

Clause d'agrément : Les actions ne sont librement cessibles qu'entre associés.

Immatriculation au RCS de Perpignan

COCO GLACE

SAS au capital de 500 €
Siège social : 65 BOULEVARD DU GRAU SAINT ANGE, 66420 Le Barcarès 838 034 767 RCS de Perpignan

En date du 31/10/2020, le président a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, M. MORIN HERVE, demeurant 10 RUE MARIE CURIE, 66440 Torreilles pour sa gestion et l'a déchargé de son mandat, et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du même jour.

Les comptes de clôture seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Perpignan.

Radiation au RCS de Perpignan

AVIS DE MODIFICATION SCI COUNTRY CLUB CATALAN

Suivant acte reçu par Maître Jérôme de ZERBI, Notaire associé, 44 Rue Hector GUIMARD – 66000 PERPIGNAN, le 30 novembre 2020, enregistré au service de la publicité foncière et de l'enregistrement de PERPIGNAN 1, et à l'assemblée générale des associés en date à BANYULS SUR MER du 4 août 2020, il a été procédé à la cession des titres de la SCI COUNTRY CLUB CATALAN :

Par : Monsieur François Auguste Edouard Gérard BIECHELER, anesthésiste, époux de Madame Danielle Marcelle MAINGOT, sans profession, demeurant ensemble à BOULOGNE-BILLANCOURT (92100) 21 Allée de la Belle Feuille.

Né à ALGER (ALGERIE) le 4 octobre 1940.

Et Monsieur Firmin ANTONIO, retraité, époux de Madame Anne-Marie Georgette THOMAS, demeurant à SAO PAULO (01411) (BRESIL) R BR DE CAPANEMA APP 221 - CERQUEIRA CESAR.

Né à LISBONNE (PORTUGAL) le 27 mars 1946.

A : Monsieur Alexandre Michel Yves ANTHÉRIEU, demeurant à BANYULS-SUR-MER (66650) 20 boulevard des évadés de France.

Né à PERPIGNAN (66000) le 31 décembre 1988.

Pour faire suite à cette cession et à l'assemblée générale il y a lieu de modifier la SCI COUNTRY CLUB, de la façon suivante :

Ancien siège social :

BANYULS SUR MER (66650) CHEMIN DU MAS GUILLAUME - CHEZ MR ANTHÉRIEU, Nouveau siège social :

BANYULS SUR MER (66650), résidence Le Corail – appt 51, 19 Carrer San Jordy.

Ancien Gérant :

Monsieur Jean-Pierre Alexandre ANTHÉRIEU,

Né à FRONTIGNAN (34), le 3 mai 1938.

Nouveau Gérant :

Monsieur Alexandre Michel Yves ANTHÉRIEU, demeurant à BANYULS-SUR-MER (66650) 20 boulevard des évadés de France.

Né à PERPIGNAN (66000) le 31 décembre 1988.

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte reçu par Maître Jérôme de ZERBI, Notaire Soussigné de la Société Civile Professionnelle « Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER et Jérôme de ZERBI », titulaire d'un Office Notarial à PERPIGNAN (66000) 44, Rue Hector Guimard, le 21 septembre 2020, enregistré au service de la publicité foncière et de l'enregistrement de PERPIGNAN 1, le 30 septembre 2020, Dossier 2020 00031124, a été cédé un fonds de commerce par : La Société dénommée SAS DE BOSTON, Société par actions simplifiée au capital de 1000 €, dont le siège est à CANET-EN-ROUSSILLON (66140), 6 rue de Cerdagne, identifiée au SIREN sous le numéro 828794529 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CANET-EN-ROUSSILLON.

A :

La Société dénommée FINANCIERE AMPAO, Société à responsabilité limitée au capital de 70000,00€, dont le siège est à PERPIGNAN (66000), 48 AVENUE LOUIS TORCATIS, identifiée au SIREN sous le numéro 788589505 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PERPIGNAN CEDEX.

Désignation du fonds : fonds de commerce de restaurant, bar sis à CANET-EN-ROUSSILLON (66140), 6, Rue de Cerdagne, lui appartenant, connu sous le nom commercial LES ENFANTS A LA PLAGÉ, et pour lequel il est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de PERPIGNAN, sous le numéro 828794529.

Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu à compter du jour de la signature de l'acte.

L'entrée en jouissance a été fixée au jour de la signature.

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de CINQUANTE MILLE EUROS (50.000,00 EUR), s'appliquant :

- aux éléments incorporels pour QUARANTE MILLE EUROS (40.000,00 EUR),
- au matériel pour DIX MILLE EUROS (10.000,00 EUR).

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial de Maître Jérôme DE ZERBI, notaire associé à PERPIGNAN, où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 24 novembre 2020, la société civile immobilière AVICE-ORTH, au capital de 300.000,00 Euros dont le siège social est à MOLTIG-LES-BAINS (66500), 2, Carrer d'Avall, et immatriculée au RCS de PERPIGNAN sous le numéro SIREN 800 223 075, il a été décidé de transférer à compter du 24 novembre 2020, le siège social de la société à LUNEL (34400), 58, Avenue du Général de Gaulle.

Elle sera immatriculée au RCS du greffe de commerce de MONTPELLIER (34000).

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour insertion, les gérants : Madame Jeannine ORTH épouse AVICE et Monsieur Jean-Pierre AVICE demeurant à LUNEL (34400), 58, Avenue du Général de Gaulle.

Capital et idéologie

Economie politique. Analyse critique de l'ouvrage de Thomas Piketty : Capital et idéologie, paru au Seuil, 2019.

Depuis quelques années, Thomas Piketty occupe une place importante sur la scène universitaire et médiatique. Il fait partie des auteurs qu'il faut avoir lu, du moins de ceux qu'il faut connaître et être capable de citer pour faire savant, notamment dans les dîners en ville. Son nouvel opus traduit incontestablement une montée en puissance de ses réflexions. Son ouvrage de 2001 (Les hauts revenus en France au XX^e siècle) faisait 532 pages hors annexe et celui de 2013 (Le capital au XXI^e siècle) pas moins de 950 pages. Ce coup-ci, c'est 1192 pages qu'il faut lire. Si l'objectif était de se rendre facilement accessible, on peut douter de l'efficacité du projet.



Thomas Piketty, Piketty, un économiste très médiatisé

© Sue Gardner

Un large panorama

Évidemment, commenter un tel ouvrage en quelques lignes apparaît comme impossible. La diversité des sujets traités (économie, politique, sociologie...), les zones géographiques abordées (Chine, Inde, États-Unis, France, Suède, Iran, Russie, Europe...) et l'étendue historique (en gros du Moyen-Âge à nos jours) offre par définition de multiples angles pour la critique. Pourtant, Piketty a raison sur l'esprit. C'est en embrassant le plus largement possible qu'on peut réellement faire de l'économie politique, même si l'exercice est difficile.

Par ailleurs, de nombreuses propositions peuvent sembler extrêmement intéressantes, en particulier sur les questions fiscales (impôts progressifs sur le revenu, les successions et le patrimoine), le financement de l'éducation, le fonctionnement de l'Union européenne ou encore l'amélioration des traités internationaux. Elles méritent à tout le moins d'être discutées et c'est ce que nous propose l'auteur. Néanmoins, nous centrerons ici, notre analyse sur un point singulier, mais peut-être très révélateur – au final – de la pensée de l'auteur.

Lutte des classes et lutte des idéologies

Piketty met au centre de son analyse les idéologies, proposant d'expliquer « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours » non par « l'histoire de la lutte des classes » mais par « l'histoire de la lutte des idéologies et de la quête de justice » (p. 1191). Marx et Engels apprécieront. Si c'est son sujet, que nous apprend-il alors sur l'idéologie singulière qui sévit actuellement ? C'est l'idéologie dominante chez nombre de dirigeants mais

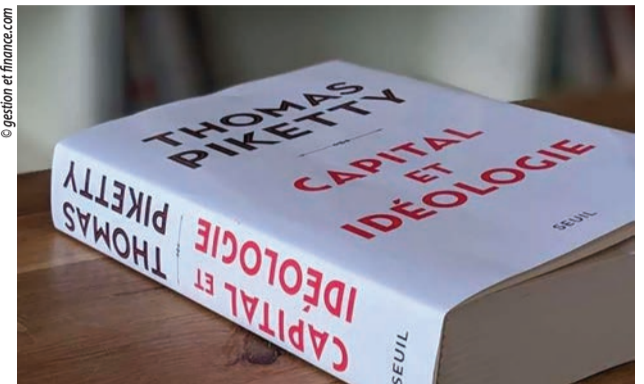
pas que. Celle qui considère les chômeurs comme responsables de leur situation, puisqu'il suffirait de traverser une rue pour trouver un emploi. Celle qui considère que le salaire est l'ennemi de l'emploi, puisqu'augmenter les salaires n'est jamais au cœur de leur priorité.

Sur la première partie du discours de l'idéologie dominante actuellement, c'est silence radio ! Non pas que Thomas Piketty ne s'intéresse pas à la question du chômage. Il voit essentiellement un lien entre la montée de celui-ci et le vote pour le Front national. Pourquoi pas, et après ? Rien. Pour Piketty, les principaux problèmes actuels sont la montée des inégalités et le réchauffement climatique. Selon lui, le chômage ne fait pas partie des problèmes essentiels de notre époque. Dont acte.

Sur la seconde partie du discours, il est possible d'espérer. En effet, page 1154, Piketty nous dit : « L'ambition doit être celle d'une société fondée sur la juste rémunération du travail, autrement dit le salaire juste ». On se dit alors, cela valait le coup d'attendre. Plus de 1 000 pages de lecture et enfin on va savoir. Et puis, rien. Aucune définition de ce que serait une juste rémunération. Pas un mot. Certes, Piketty précise que les négociations salariales, le salaire minimum et le partage des droits de vote entre les salariés et les actionnaires pourraient contribuer à la mise en place de ce salaire juste. Notons qu'il n'est pas sûr que cela suffise. Comme s'il suffisait de discuter, peut-être autour d'une tasse de café ? Avec son patron pour obtenir une hausse de son salaire. L'usage du conditionnel doit donc être de rigueur quant aux résultats des négociations, du salaire minimum et de l'existence de droits de vote dans les conseils d'administration des salariés.

Impôts et salaires

La véritable proposition de Piketty est la suivante : taxons plus fortement et de manière progressive les revenus et les employeurs ne seront plus incités à verser



Capital et idéologie, édition du Seuil, prix 25 €.

des salaires astronomiques. Il ajoute que cela devrait profiter aux salaires les moins élevés. Si la première partie de la proposition peut se défendre, la seconde ne coule pas de source. On ne voit pas pourquoi, sous prétexte qu'ils se verseraient des salaires moins importants, les employeurs spontanément augmenteraient ceux des salariés ? S'appuyer sur un exemple historique, comme le fait Piketty en évoquant les années 1950-1960, paraît un tantinet léger au niveau scientifique. N'y avait-il pas d'autres facteurs qui ont contribué à ce résultat durant cette époque ?

Sur le niveau du salaire minimum pas la moindre esquisse de réflexion ou de proposition. Définir ce que serait un salaire minimum juste ne semble pas, au moins pour Piketty, important. Au final, il paraît évident que la question du salaire ne lui semble pas être primordiale.

Sans analyse sur les questions salariales, comment envisager de combattre l'idéologie dominante actuelle ? Sans véritable réflexion sur ce qu'est le salaire et l'emploi, comment permettre et favoriser l'émancipation de toutes et tous ? Peut-être, la place lui a-t-elle manqué pour traiter de ces questions ? Vivement le prochain opus...

Andefroi

Pour Piketty, les principaux problèmes actuels sont la montée des inégalités et le réchauffement climatique.



© Jeanne Meunier

Trois jours de fête pour le TC !

Bocal du Tech. La 85^e édition de la fête du Travailleur Catalan se tiendra les 2,3 et 4 juillet 2021.

Après une année blanche et l'annulation de la 85^e édition de la fête du TC, puis du centenaire du PCF qui devait avoir lieu à Alénia, le déconfinement qui s'annonce appelle à la reprise pour une saison exceptionnellement riche en événements culturels. C'est en tout cas l'ambition de la direction du PCF des Pyrénées-Orientales qui vient de décider d'organiser sur trois jours la fête du Travail-

leur Catalan. Une édition qui se tiendra au bocal du Tech à Argelès-sur-Mer, commune qui accueille cet événement depuis la libération.

Une programmation sur mesure

Cette édition s'annonce particulièrement dense. La programmation culturelle de 2020 sera autant que possible reconduite pour 2021. La programmation des trois scènes locales exceptionnellement prévue en 2020 sera maintenue. Il y aura par contre quelques surprises sur la grande scène mais en l'état des choses aucune annonce ne peut être faite.

Avec l'ambition d'organiser l'édition 2021 sur trois jours, le

TC renoue pour l'occasion, avec les fêtes du bon vieux temps. Un troisième jour consacré aux cent ans d'existence du Parti communiste. Un clin d'œil pour un centenaire confisqué, que la direction du Parti communiste des Pyrénées-Orientales veut puissant et émouvant dans une programmation culturelle riche. Cent ans et quelques mois pour une fête d'anniversaire qui aura eu le temps de mûrir dans les esprits, de se patiner. Un dimanche d'anniversaire qui promet déjà avec la participation de la troupe Jolie Môme... Une journée entre débats, colloques, expositions, théâtre, et festivités, un dimanche à peaufiner et un final qui reste à programmer.

P.G.

Avec l'ambition d'organiser l'édition 2021 sur trois jours, le TC renoue pour l'occasion, avec les fêtes du bon vieux temps.



© Benjamin Collard



Le Mémorial rouvre ses portes

Le mardi 15 décembre, le Mémorial de Rivesaltes accueillera le public aux horaires habituels de 10h à 18h, du mardi au dimanche.

La structure poursuit sa programmation en ligne avec deux événements en ce début de mois de décembre : une lecture d'extraits de *L'art de perdre* par Alice Zeniter et la première édition du Festival des mémoires.

Quand confinement rime avec obstinément !

Théâtre. Au théâtre des Aspres, à Thuir, malgré le confinement, la vie culturelle n'est pas en sommeil.

Le Théâtre des Aspres, situé en centre-ville face aux Caves Byrrh, a ouvert ses portes en avril 2013. Alix Bourrat, adjointe à la culture, nous en dit quelques mots.

Avec une politique culturelle volontariste, le Théâtre des Aspres s'est implanté sur le territoire et a su fidéliser un public nombreux. Huit à dix mille spectateurs s'y pressent chaque année, beaucoup sont abonnés.

Une belle salle de 500 places permet d'accueillir plus de vingt spectacles professionnels dont une partie est consacrée à la création pour le jeune public. Théâtre, danse, cirque, musique, chaque saison ouvre un florilège culturel volontairement diversifié. Les spectacles catalans du nord et du sud ne sont pas en reste.

Un espace dédié aussi au jeune public

Le théâtre est devenu en quelques années un lieu incontournable et familier pour les enfants et leur famille. La proximité est un indéniable atout pour développer la vie culturelle dans cette petite

ville de 7800 habitants. La joie de se retrouver après le 15 décembre se concrétisera avec deux spectacles programmés en cette fin d'année, *In Tarsi*, spectacle d'acrobates le vendredi 18 décembre, et le Concert du Nouvel An, (il reste encore des places), le mardi 29 décembre à 19h. Les séances cinéma reprendront les 20 / 27 et 30 décembre à 16h.

Evelyne Bordet

www.thuir.fr/le-theatre-des-aspres

Contact : culture.animation@thuir.fr

04.68.84.67.87



Comprendre l'autre

Livre. Yoanna Rubio, docteure en anthropologie, déconstruit les idées reçues sur les Gitans dans un essai à large portée.

C'est un petit livre qui vient de paraître chez Trabucaire, il s'intitule *Patriarche, clan, enfant-roi-Glossaire des idées reçues sur les Gitans*. Son auteure, Yoanna Rubio, docteure en anthropologie, entend avec ce texte « offrir un outil de compréhension mutuelle. » Étant elle-même issue de la communauté gitane, on peut supposer que son vécu personnel a constitué un précieux matériau de recherche, mais son travail va bien au-delà, il traite de ce qui entre en jeu dans la perception que l'on peut avoir de l'autre, de l'étranger.

Pour ce faire, la chercheuse a choisi comme sujet les populations gitanes du sud de la France, particulièrement celles vivant à Berriac, une commune proche de Carcassonne. Elle a travaillé autour de ce qu'elle appelle des « notions-clés », ici celles de patriarce, clan, enfant-roi, respect. Souvent c'est autour de ces notions que se concentrent, pour les non-Gitans, les idées reçues sur les Gitans. S'attachant à décrire la réalité que recouvrent ces termes, leur histoire, leur signification dans la culture gitane, Yoanna Rubio entend « donner des clés de compréhension de la culture gitane. » Et aussi démolir bon nombre de stéréotypes facteurs de racisme, comme, les Gitans sont voleurs, fainéants, sales, méchants, leurs femmes sont soumises, leurs enfants pas éduqués. Des représentations sociales stéréotypées qui, pour l'anthropologue, ne relèvent pas que d'une méconnaissance, mais aussi du dualisme société minoritaire-société dominante. Elle note également que le contexte politique actuel favorise le repli sur soi, le rejet de l'étranger, ce qu'atteste l'accueil fait aux migrants.

Comme son titre l'indique, le livre se présente sous la forme d'un glossaire, l'auteure partant de l'idée que « l'incompréhension entre les groupes vient de ce qu'ils ne donnent pas le même sens aux mots. » Ainsi les notions comme travail, rites, parentalité... sont-elles replacées dans le contexte de la culture gitane.

Il y a beaucoup de choses à apprendre dans cet ouvrage, tant sur la culture gitane, que sur l'histoire, et sur les perspectives qu'il ouvre pour le vivre ensemble. On notera aussi les piquantes et savoureuses illustrations de Gabi Jimenez qui se définit comme « tricoteur de rêves peintre. »

N.G.

Yoanna Rubio, *Glossaire des idées reçues sur les Gitans-Patriarche, clan, enfant-roi...* éd Trabucaire 10€

Grandir ensemble/Crever tout seul

Pourquoi faire simple et s'unir pour gagner, alors qu'il est plus marrant de se diviser à n'en plus finir et de perdre quasiment toujours. Partir tout seul, se prendre pour le centre du monde, surtout ne pas chercher d'alliés. Avoir une démarche unitaire, est difficilement pensable quand on a décidé une fois pour toutes qu'on est les plus fortiches.

L'observation de pans entiers de notre vie politique démontre que je n'affabule pas. Les démarches unitaires ne font pas l'unanimité, même lorsque des expériences douloureuses vous ont appris à vos dépens que toute défaillance dans l'union pouvait vous coûter cher.

Les expériences douloureuses

Ainsi à Perpignan, des forces, disons de progrès, n'ont pas voulu entendre la voix de ceux qui, comme nous au TC, pensaient que la seule façon d'empêcher l'extrême droite et la droite de diriger la ville était de proposer une liste largement unitaire. Des listes multiples se proclamant plus unitaires, et plus fortiches, les unes que les autres se sont affrontées, ont été éliminées dès le premier tour et ont conduit à l'élection d'un maire d'extrême droite.

Ironie de l'histoire : une de celles/ceux qui ont fait tout ce qu'il fallait pour que

la désunion aux municipales soit possible, Agnès Langevine (à la tête d'une liste écolo de gauche), sans doute dans un repentir compréhensible, prône, pour son parti Europe-Ecologie-Les Verts, une démarche unitaire dans le cadre de la préparation des prochaines élections régionales. Catastrophe ! Son parti EELV n'en veut plus, de l'union et d'elle. Il l'exclut donc sans ménagement. Punie ! La conséquence de la désunion risque tout simplement de voir la gauche ne plus diriger la région Occitanie. Au bénéfice de qui ? Devinez !

Qui c'est les plus forts ?

EELV nous rejoue la sempiternelle rengaine : j'ai raison tout seul, je suis plus fort que les autres et j'ai la réponse à tous les problèmes, même ceux qui n'existent pas. Mais d'autres membres de cette majorité régionale sont tentés par les mêmes démons.

Les Insoumis auraient bien envie d'accroître le trouble, eux qui sont si prompts à partager le grossissement épique que leur leader-maximo Mélenchon cultive régulièrement en se plaçant bien sûr au-dessus de toutes les mêlées. Il ne leur déplairait pas aussi de décrocher pour eux la timbale et d'apparaître pour plus que ce qu'ils sont.

Quant au PS, même si on ne dit pas grand-chose, on continue cahin-caha à jouer la carte de l'unité, fût-elle parfois



agitée, souvent perso et toujours très discrète.

La grenouille et le bœuf

Mes petits camarades avant de vous/ nous désunir, méditez la fable

« La Grenouille qui veut se faire aussi grosse que le Bœuf :

Une grenouille vit un bœuf

Qui lui sembla de belle taille.

Elle, qui n'était pas grosse en tout comme un œuf,

Envieuse, s'étend, et s'enfle, et se travaille,

Pour égaler l'animal en grosseur,

Disant : « Regardez bien, ma sœur ;

Est-ce assez ? dites-moi ; n'y suis-je point encore ?

Nenni. - M'y voici donc ? - Point du tout. - M'y voilà ?

- Vous n'en approchez point. » La chétive pécore

S'enfla si bien qu'elle creva.

Le monde est plein de gens qui ne sont pas plus sages... »

Et répondez à la question : vaut-il mieux crever tout seuls que grandir ensemble...

Jean-Marie Philibert.

L'actu vue par

Se battre pour l'énergie...



Lieux de culte : la jauge des 30 personnes supprimée ?



Découvrez d'autres articles sur le site
www.letc.fr

suivez-nous sur



Habilité à la parution de vos annonces légales. legales@letc.fr